

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'HERLIER

Séance du lundi 4 juillet 2022 - Convocation du 28
Salle Georges Denis – 20h00

Envoyé en préfecture le 07/07/2022
Reçu en préfecture le 07/07/2022
Affiché le
ID : 059-215903030-20220704-2022030-DE

20 22 - 0 3 0

Etaient présents : Monsieur le Maire, Bernard DEBEER, Audrey BERNARD, Eric LALOY, Christophe BAILLIE, Freddy BERNARD, Adjoint, Marie-Camille RUOCCO, Frédéric CHRETIEN, Natacha COUCHY, Thierry HOCMAN, Conseillers Délégués, Bruno BOUCQ, , Sylvie FASQUEL, Clotilde LOBRY, Marie-Françoise AUGER, Emilie LOBODA, Catherine CATTEAU

Excusés : Valérie CHARLET a donné procuration à Clotilde LOBRY
Guillaume PUIG a donné procuration à Marie-Camille RUOCCO
Christian DUQUESNE a donné procuration à Marie-Françoise AUGER
Isabelle MOULIN

I – Greenie Camp : Etalement de la redevance annuelle due sur une durée de 9 mois

Rapport :

En 2021, la gestion du camping municipal a été confiée à une entreprise dans le cadre d'une Délégation de Services Publics conclue par convention signée en mars 2021.

Lors de la reprise de cet équipement municipal, l'état du camping a nécessité de lourds investissements notamment au niveau des sanitaires, de l'entretien des espaces verts, de mise aux normes des équipements de sécurité mais également l'installation de compteur de fluides pour gérer au mieux les dépenses d'énergie.

De plus, le couple gérant a développé une offre de logement insolite tel des tentes cloches, des bulles avec des spa, des tipis et offre un panel d'animations à destination des voyageurs pour permettre d'accueillir des voyageurs supplémentaires pour assurer des locations supplémentaires.

C'est plus de 80 000 euros de travaux et de dépenses qui ont été engagés pour remettre le camping dans les normes d'un camping standard.

Dans le cadre d'une revoyure de la délégation de services publics de gestion du camping, les gérants sont venus à la rencontre des élus.

Si le bilan financier de cet équipement est correct, les gérants demandent l'étalement de la redevance pour permettre stabiliser la trésorerie.

En effet, la convention prévoit en son article 8 une redevance de 18 000 euros payable en deux temps : 9 000 euros fin juin et 9 000 fin octobre de chaque année.

Ils souhaitent que cette redevance soit payable du mois d'avril au mois de décembre à raison de 2 000 euros par mois.

Ainsi, ils pourraient gérer au mieux la trésorerie de leur entreprise et mieux faire face à des imprévus tels que les coûts exponentiels d'énergie suite à la guerre en Ukraine.

Il est proposé au Conseil Municipal de modifier la convention de délégation de service public en autorisant Monsieur le Maire à signer un avenant à l'article 8 "Dispositions financières" en intégrant cette modalité de paiement.

Vu le CGCT,

Vu le Code des Finances,

Vu la Convention de Délégation de Service Public signée le 31 mars 2021 entre les gérants et l'autorité territoriale,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances Administration Générale et Ressources Humaines du 21 juin 2022,

Considérant les lourds investissements des gérants du Greenie Camp aux standards des campings,

Considérant que cette activité commerciale doit être pérenne pour la Commune,

Envoyé en préfecture le 07/07/2022

Reçu en préfecture le 07/07/2022

Affiché le

ID : 059-215903030-20220704-2022030-DE

Il est proposé au Conseil Municipal de décider que :

Article 1 : le paiement de la redevance soit étalé du mois d'avril au mois de décembre 2022,

Article 2 : l'avenant à la convention soit rédigé pour entériner cette modalité de paiement,

Article 3 : Monsieur le Maire soit autorisé à signer ledit avenant

Après discussion, le Conseil Municipal à l'unanimité décide que :

Article 1 : le paiement de la redevance est étalé du mois d'avril au mois de décembre 2022,

Article 2 : l'avenant à la convention sera rédigé pour entériner cette modalité de paiement,

Article 3 : Monsieur le Maire est autorisé à signer ledit avenant

Ampliation de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet du Nord pour enregistrement en ses services.

En séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Monsieur le Maire,

Bernard DEBEER



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe qu'en application des dispositions du décret n°1025 du 28 Novembre 1983, modifié, les décisions administratives peuvent être contestées par voie de recours devant le Tribunal Administratif et ce dans un délai de 2 mois à compter de leur notification

TRANSMIS EN PREFECTURE EN DATE DU 07/07/22